



Loire Atlantique

Nantes, le 21 novembre 2006

DIALOGUE SOCIAL AU CDAS : CARTON ROUGE A L'ADMINISTRATION

A l'ouverture de la séance du CDAS du 21 novembre 2006, la FDSU a lu une déclaration liminaire relative aux mouvements sociaux récents à la DGI et demandé son annexion au procès-verbal.

Aussitôt la lecture terminée, le TPG - sans y avoir été invité par le président - est intervenu avec véhémence pour refuser catégoriquement l'annexion de cette déclaration en prétextant que celle-ci n'avait aucun rapport avec l'action sociale.

Au mépris des règles de fonctionnement habituelles des organismes paritaires, le président de séance a conforté l'intervenant en refusant de joindre le document.

Après une interruption de séance, la parité syndicale a demandé sur quelle base réglementaire l'administration s'appuyait pour justifier ce refus. Aucune réponse probante ne lui a été donnée.

Si les organisations syndicales insistent tant pour faire apparaître cette déclaration, c'est pour rappeler à l'administration, et en particulier à M. BENETON (TPG de la Loire-Atlantique), que la teneur de ce document est en accord avec la circulaire relative aux missions et à l'organisation du service social : « Les changements importants dans la vie des services et de leurs agents conduisent à la nécessité de mieux prendre en compte les interactions entre la vie professionnelle et la vie personnelle des agents ».

Deuxième intervention du TPG qui renchérit : « on pourrait faire une déclaration sur n'importe quoi, pourquoi pas sur une équipe de football » ...

Les syndicats ont vivement réagi : les agents du Ministère ne sont pas « n'importe quoi ». De tels propos sont injurieux à l'encontre des agents de l'Administration et donc inacceptables de la part d'un haut fonctionnaire de l'Etat. Le personnage est coutumier du fait ...

Mais où était l'arbitre ? Carton rouge à l'Administration.

Les représentants du personnel ont demandé au président de séance un vote sur l'annexion de la déclaration. Il a refusé catégoriquement, préférant botter en touche ...

Dans ces conditions, les représentants syndicaux ont quitté le terrain en espérant que lors de la prochaine rencontre, le capitaine de l'équipe administrative contrôlera mieux ses joueurs.

Toutes les organisations syndicales déplorent cette situation qui les empêche une fois de plus de débattre de l'action sociale dans le département.